

**MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE  
DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE**



**BURKINA FASO**

=====

*Unité – Progrès – Justice*

**POINT FOCAL PGO**

=====

**CABINET**

=====

**SECRETARIAT TECHNIQUE DU PGO**

=====

**COMITE TECHNIQUE DE SUIVI-EVALUATION DU  
PARTENARIAT POUR UN GOUVERNEMENT  
OUVERT**

**COMPTE RENDU DE LA DEUXIEME RENCONTRE DU COMITE  
TECHNIQUE DE SUIVI-EVALUATION DU PARTENARIAT POUR UN  
GOUVERNEMENT OUVERT**

**Novembre 2022**

Le Comité technique de suivi-évaluation du Partenariat pour un gouvernement ouvert au Burkina Faso a tenu sa deuxième rencontre ordinaire le **lundi 14 novembre 2022** à la Maison de la culture de Bobo Dioulasso en marge de l'atelier d'élaboration du rapport d'évaluation à mi-parcours du Plan d'action national 2021-2023 du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO).

Présidé par **Monsieur Sidi BARRY**, représentant le Secrétaire permanent de la modernisation de l'administration et de la bonne gouvernance (Président du Comité Technique), accompagné de **Monsieur Malick LINGANI** vice-Président.

Cette rencontre avait un double objectif. Il s'agissait dans un premier temps de discuter de l'essor du gouvernement ouvert au Burkina Faso et dans un second temps d'échanger sur la mise en œuvre du troisième Plan d'actions national (PAN 3) 2021-2023.

La rencontre a réuni l'ensemble des membres du comité avec la participation des acteurs du secrétariat technique du PGO.

Les travaux se sont déroulés autour des points suivants :

- **l'essor du PGO au Burkina Faso ;**
- **les difficultés ;**
- **les perspectives.**

## **1. De l'essor du PGO au Burkina Faso**

Il a été noté que suite à la mise en œuvre de deux (02) plans d'actions nationaux et d'un (01) dernier en cours, le Burkina Faso peut se satisfaire de l'implémentation des valeurs du PGO. Pour preuve, il faut relever des actions qui ont permis le renforcement des principes et valeurs du gouvernement ouvert. Ces actions partent de la déclaration de patrimoine des élus et certains responsables administratifs à l'autonomisation des jeunes et femmes en passant par le budget participatif, la plateforme d'enregistrement et de traitement des plaintes des usagers de l'administration publique, la transparence dans les industries extractives, le recrutement en ligne des agents de la Fonction publique, etc.

Le Comité technique a aussi salué la bonne collaboration entre les acteurs étatiques et la société civile dans notre pays qui se traduit par une représentation bipartite (acteurs étatiques-société civile) tout au long du processus PGO au Burkina Faso.

## **2. Des difficultés**

Les difficultés qui entravent la bonne marche des actions sont entre autres la crise sécuritaire, la faiblesse des ressources financières, l'insuffisance des moyens logistiques, la faible adhésion de certains responsables politico-administratifs de haut niveau ainsi que des partenaires techniques et financiers et les changements institutionnels.

Il faut noter que le Burkina Faso a été placé sous **examen procédural** avec une note globale qui est passé de 16 à 12. Les raisons évoquées par les évaluateurs sont la non adoption des décrets d'application de la loi 051 relative au droit à l'information administratif et la non publication de rapports en lien avec la transparence budgétaire.

Pour pallier ces difficultés, les membres du Comité technique ont dégagé un certain nombre de perspectives dont l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action avec l'appui de l'unité de soutien du PGO.

## **3. Des perspectives**

En vue de lever les difficultés susmentionnées, le comité technique a décidé d'entreprendre des démarches afin de mener les actions suivantes :

- l'organisation d'échanges directes avec les acteurs du mécanisme d'évaluation indépendant afin d'harmoniser les points de vue sur la contre-performance du pays et entreprendre la mise en œuvre de solutions appropriées ;
- l'organisation de plaidoyers auprès du gouvernement, des Partenaire technique et financiers (PTF) et d'autres partenaires au développement pour susciter une adhésion au PGO au plus haut niveau ;
- l'inscription d'un budget alloué aux ministères pour les accompagner dans la mise en œuvre de leurs engagements ;

- l'inscription d'un budget alloué au ministère en charge de la fonction publique point focal national du PGO au Burkina Faso afin de lui permettre d'accompagner toutes les actions de promotion du gouvernement ouvert ;
- le renforcement de la participation des acteurs de la société civile dans la mise en œuvre des engagements ;
- la promotion du gouvernement ouvert au niveau local ;
- la mise en place une stratégie de communication pour la promotion du PGO.

Avant de lever la séance, en divers, les représentants de la société civile et de l'administration ont fait le bilan de leur participation du 1<sup>er</sup> au 03 novembre 2022 à la rencontre régionale PGO à Marrakech au Maroc.

### **Les rapporteurs**

**SOMDA Anselme** (Centre pour la gouvernance démocratique)

**BARRY Sidi** (Secrétariat permanent de la modernisation de l'administration et de la bonne gouvernance)